

Steve Jobs décroissant

Alors que le gouvernement français veut généraliser le numérique à l'école, les cadres de la Silicon Valley protègent leurs enfants des écrans absorbants. Ceux qui déversent sans cesse de nouvelles technologies dans nos vies savent qu'elles peuvent être néfastes, fragiliser l'attention, la mémoire, la créativité, les liens sociaux. Deux discours antagonistes se confrontent : l'un, omniprésent dans l'espace public, vante avec enthousiasme la diffusion du numérique ; l'autre, discret et confiné à la sphère privée, s'alarme de l'emprise numérique.

La lecture d'un quotidien « mondial » d'origine chinoise (*Epoch Times*) m'a conduit à découvrir un aspect méconnu du célèbre fondateur d'Apple, feu Steve Jobs. On lit en effet dans un article du 19 octobre 2014 que le patron à la trajectoire fulgurante avait dans le domaine privé des positions sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui étaient à l'exact opposé de ce qu'il pouvait prêcher auprès du public : il bannissait ces objets de sa vie familiale. À un journaliste du *New York Times* qui lui demandait si ses enfants aimaient les iPads, Jobs répondit : « ils ne les utilisent pas. Pour nos enfants, nous limitons l'accès à la technologie à la maison. » Le journaliste poursuit : « Je suis abasourdi... j'aurais imaginé la maison de Steve Jobs construite comme le paradis des nerds [passionnés par l'informatique], que tous les murs étaient dotés d'écrans tactiles. » « Eh non », lui répondit Steve Jobs, « vous êtes loin de la réalité ». L'article ajoute que Walter Isaacson, auteur d'une biographie du patron d'Apple, confirme l'information : « Chaque soir, le PDG d'Apple accordait une attention particulière à être réuni avec sa famille autour de la grande table de la cuisine. Ils parlaient de littérature, d'histoire [...] personne ne sortait d'iPad ou d'ordinateur. Les enfants ne semblaient pas dépendants de ce genre d'outils technologiques. »

D'autres personnages en vue dans le monde de la technologie ont pris leurs distances, en privé, avec ce qu'ils vantent ardemment en public. L'article d'*Epoch Times* rapporte que Chris Anderson, le directeur de 3D robotics (entreprise qui conçoit des drones), aurait affirmé : « Mes enfants nous accusent, ma femme et moi, d'être « fascistes » et trop préoccupés par la technologie, ils disent encore qu'aucun de leurs amis ne subit les interdictions que nous leurs imposons [...] C'est parce que nous avons pu constater par nous-mêmes les dangers de la technologie », notamment la pornographie, la cyberintimidation et la dépendance accrue aux outils technologiques.

Voici ce qu'annonçait de son côté en 2008 un rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable et du Conseil général des technologies de l'information : « Si la forte consommation énergétique des TIC a pu rester discrète pendant les années récentes, son importance commence à être identifiée. En effet, la disparité des contraintes appli-

quées aux produits blancs et aux produits bruns, et, corrélativement, la forte consommation actuelle de ceux-ci, commencent à être perçus du public. Il est ainsi à craindre qu'une réaction des consommateurs n'atteigne l'ensemble du secteur des TIC. Des mesures ciblées, visant à rassurer le consommateur, sont en conséquence de l'intérêt objectif de la profession¹. »

L'illusion du libre choix

Ces exemples illustrent parfaitement l'absence de contrôle réel des individus sur leurs besoins. Les autorités publiques ou privées connaissent des faits et ont accès à des informations qui, si elles étaient massivement disséminées, changeraient probablement le cours des choses. C'est parce que cette hypothèse est crédible que lesdites informations sont soigneusement masquées et que ce qui s'affirme en privé ne doit surtout pas être diffusé dans l'espace public. Dans le capitalisme, la liberté de déterminer ses besoins est envisagée comme une évidence. La « démocratie de marché » se vante de consacrer la « souveraineté du consommateur ». Mais cette liberté n'est que formelle. « L'attention » fait l'objet d'une économie soigneusement contrôlée, dont l'état est sans cesse ausculté par de puissants intérêts. La situation arrange toutes les industries en place. Quelles que soient leur part de marché, toutes ont intérêt à ce que le

processus soit contrôlé et que les ventes globales progressent, peu importe les conséquences réelles sur la société. Si des problèmes adviennent, on imputera aux individus la responsabilité de leurs « choix ». Dans le cas du changement climatique ou de l'écologie, par exemple, c'est d'autant plus la faute des individus que ceux-ci n'ont pas de marge de manœuvre, ni cognitive ni économique ou matérielle pour changer.

Faisons un rêve : que ce genre de débat soit, dans l'espace public, aussi présent que les odes à « l'homme augmenté » et à l'immortalité-qui-nous-attend-au-détour-du-chemin-et-qu'on-pourrait-rater-si-on-ne-mettait-le-paquet-sans-réfléchir-sur-les-TIC. Imaginons que les autorités publiques fassent en sorte que le débat soit équilibré. Imaginons que « le marché » soit libre et non faussé, que l'information circule à la perfection. Le cours du monde n'en serait-il pas changé ?

Fabrice Flipo

1 - Breuil et al., rapport « TIC et développement durable », 2008, p. 69.

MUR DES RESSOURCES NATURELLES

